



*Communiqué de presse*

## **Le MRAP choqué par l'attitude de Benjamin Netanyahu**

Nous étions des millions ce week-end à "être Charlie" dans les rues de France. Des millions à exprimer notre refus de la barbarie qui a tué dans les locaux de Charlie, dans l'épicerie Hyper-cacher ou à Montrouge. Nous étions juifs, musulmans, chrétiens, athées, d'horizons philosophiques différents, fondus dans un même élan, en hommage aux victimes et en défense de nos libertés.

Mais nous ne pouvons laisser passer une fausse note, c'est là un euphémisme, au plus haut niveau de l'Etat .

Nous n'attendions pas grand'chose du Premier ministre israélien, nous n'attendions rien de son ministre raciste Lieberman. Leurs présences dans le cortège, comme celles d'autres chefs d'Etat liberticides, nous choquaient. Mais nous attendions au moins de la pudeur de leur part.

Seule la présence de *Benjamin Netanyahu* a donné lieu à des débordements indécentes : ces images du premier ministre israélien saluant des drapeaux israéliens sur des balcons, ces indécentes cris « bi bi bi » lors de son arrivée à la Grande synagogue, avec le Président de la République à ses côtés, nous ont vivement choqués.

Les malheureuses victimes juives de la barbarie antisémite devaient s'effacer derrière une atmosphère de campagne électorale pour celui qui venait d'inviter les juifs à quitter la France pour rejoindre Israël.

Le rôle du premier représentant d'un Etat est bien évidemment d'accompagner les victimes de la barbarie et leurs familles dans une synagogue ou tout autre lieu de culte.

Mais il ne s'agissait plus, avec la présence de *Benjamin Netanyahu*, d'un hommage aux victimes mais d'une triste comédie de la politique interne israélienne avec ces indécentes " bi bi bi "...

Le gouvernement français entretient malgré ses dénégations de pure forme l'asymétrie honteuse des discours. Rappelons que deux ans après un autre attentat, celui qui avait coûté la vie 3 militantes Kurdes à Paris, le gouvernement de la France n'a pas encore daigné recevoir les familles, malgré leurs demandes.

Ces indignations sélectives ne peuvent qu'entretenir les clivages dans la société française et viennent contrecarrer le message universaliste que portent nos organisations de défense des droits de l'homme.

Après cette nouvelle démonstration d'inégalité de traitement de ce " *deux-poids deux-mesures*", le gouvernement de la France se doit de dénoncer l'instrumentalisation, par la politique israélienne, de la dignité cette manifestation.

Faute de le faire, il contribuerait à entretenir des fragmentations communautaires dans la société française

Paris le 12 janvier 2015